

Recherches sociographiques



Francine BARRY, *Le travail féminin au Québec*

Michel De Seve

Volume 19, Number 1, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055784ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055784ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

De Seve, M. (1978). Review of [Francine BARRY, *Le travail féminin au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 19(1), 151–152. <https://doi.org/10.7202/055784ar>

l'issue abolira non seulement l'idéologie de la «féminité» et les fondements économiques de l'oppression des femmes, mais aussi celle de la «masculinité» et, du même coup, la misère sexuelle des oppresseurs eux-mêmes.

L'ensemble de l'ouvrage expose, en fait, la condition spécifique des Québécoises, lesquelles ont eu à subir dans le passé les effets combinés et doublement aliénants de la soumission religieuse et du conservatisme nationaliste, et démontre l'articulation particulière de cette superstructure idéologique avec les conditions réelles d'existence des femmes au moment de la naissance et du développement du capitalisme au Québec.

Les seules réserves que nous inspire l'ouvrage tiennent à sa forme et à son organisation. En effet, les répétitions et les recoupements sont nombreux, du fait que la plupart des textes qui le composent n'ont pas été écrits à l'origine pour y être inclus, et réduisent l'impact de certaines démonstrations. Mais, malgré cela, l'ensemble forme un tout relativement bien intégré. De même, on peut déplorer qu'on n'ait pas demandé aux auteurs des textes les plus anciens de les remettre à jour. Il faut toutefois reconnaître l'intérêt et la pertinence de chacun.

De plus, d'abondantes notes infra-paginales s'avèrent une précieuse et intéressante source d'information sur les écrits des Québécoises dans le passé, écrits dont on oublie ou même ignore souvent l'existence parce qu'ils se situaient surtout dans ce qu'on pourrait appeler les «formes mineures» de la production littéraire, à savoir, les journaux et les magazines, et plus spécifiquement ceux dits «féminins». C'est que, tout comme sur le marché du travail elles étaient confinées — et le sont toujours — à certains secteurs particuliers de la production et des services, sur le plan de l'écriture les femmes ont longtemps été «en marge». En même temps que l'ouvrage de Lavigne et Pinard nous fait prendre conscience de cette réalité il contribue à la dépasser.

En somme, *Les femmes dans la société québécoise* est un ouvrage à lire par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des conditions réelles d'existence des Québécoises et par toutes celles désireuses de connaître le chemin parcouru depuis le début des luttes féministes au Québec en même temps que de reconnaître le chemin encore, hélas, à parcourir.

Huguette DAGENAIS

*Département d'anthropologie,
Université Laval.*

Francine BARRY, *Le travail féminin au Québec. L'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, P.U. Q., 1977, 80p. («Histoire des travailleurs québécois.»)

L'intention de l'auteur de cette brève étude historique est de réunir quelques renseignements sur l'évolution du travail féminin au Québec depuis 1940. Trois aspects de cette évolution ont retenu l'attention: l'accroissement numérique de la main-d'œuvre féminine, les revendications concernant les conditions de travail des ouvrières et le discours public sur le droit des femmes à occuper des emplois rémunérés.

L'auteur met l'accent sur la diminution des résistances à l'intégration des femmes au marché du travail; en parcourant son texte, nous avons l'impression que «tout semble concourir à favoriser une participation accrue des femmes au marché du travail» (p. 62). Ce diagnostic aurait gagné en profondeur si on avait souligné avec plus de force la complexité de ce phénomène et les tendances contraires présentes durant les trois dernières décennies.

Ainsi, s'il est vrai que le nombre de femmes sur le marché du travail a augmenté considérablement, la ségrégation dans les emplois selon le sexe n'a pas diminué: en 1970, plus de femmes sont concentrées dans des emplois subalternes et moins rémunérateurs qu'en 1940. (H.

ARMSTRONG et P. ARMSTRONG, « Women in the Canadian Labour Force, 1941-1971 », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, XII, 4, novembre 1975 : 370-384.)

Il aurait été également plus fécond de remarquer que ce ne sont pas tant les représentations de la situation des femmes au travail qui ont changé que les groupes tentant de diffuser ces représentations. Par exemple, si nous examinons les sources citées par l'auteur pour décrire l'évolution des revendications faites au nom des ouvrières, nous remarquons qu'avant 1950, ce sont des groupements inféodés à l'Église catholique qui présentent ces revendications alors qu'après 1960, les définisseurs de la situation proviennent de l'appareil d'État, principalement fédéral. Enfin, il est superficiel d'affirmer que « l'évolution du travail féminin peut être comprise comme une manifestation de l'évolution des idéologies au Québec » (p. 62) alors que l'influence possible des autres facteurs n'a pas été examinée et que l'évolution de la condition des femmes au Québec présente les mêmes caractéristiques que l'évolution dans d'autres collectivités comme le Canada et les États-Unis.

Cette trop brève étude historique nous semble démontrer une fois de plus qu'il est illusoire de penser pouvoir faire de l'histoire sans « aucun modèle théorique défini, comme le modèle marxiste » (p. 2). Il aurait été plus utile d'identifier les modèles opposés en présence et de présenter des renseignements historiques permettant une réflexion comparative sur ces modèles.

Michel DE SÈVE

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Louis GADBOIS, *Les clientèles de l'école secondaire privée*, Montréal, Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation, 1976.

Dans le but d'éclairer par les faits le débat opposant les écoles publiques et les écoles privées, le Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation (C.A.D.R.E.) entreprenait en 1973 avec l'Association des institutions d'enseignement secondaire (A.I.E.S.) une enquête par questionnaire auprès des usagers du système privé.

L'auteur expose d'abord les raisons qui ont amené une telle enquête, soit les récriminations des partisans du secteur public. Par la suite, on nous présente la démarche suivie dans l'élaboration de l'échantillon et finalement les résultats des travaux. Ceux-ci se regroupent globalement en deux sections : l'origine sociale des clients de l'école privée et deuxièmement les attitudes de ces clients.

Dans la première section, l'auteur observe que si les classes privilégiées sont sur-représentées à l'école privée, les classes moyennes et faibles y sont aussi présentes. Il est donc hasardeux d'affirmer que l'origine sociale est un facteur déterminant de la fréquentation du secteur privé. Par la suite, on apprend que les parents choisissent l'école privée surtout parce qu'elle offre une meilleure préparation aux études supérieures, parce qu'elle inculque aux enfants des valeurs qui sauront les guider dans la vie, parce qu'elle sait maintenir une bonne discipline, parce que les enfants eux-mêmes en ont manifesté le désir et aussi, par crainte du secteur public.

De cet ensemble, deux points ont attiré notre attention : l'échantillon et l'origine sociale en tant que critères de sélection des étudiants. Nous nous attarderons donc dans un premier temps au modèle d'échantillonnage et dans un deuxième temps aux conséquences de ce modèle sur l'interprétation du phénomène de sélection.

L'étude porte sur les cent deux écoles privées membres de l'A.I.E.S. qui recevaient en 1973-1974, 47 772 élèves, soit la presque totalité des étudiants du secondaire privé. Cependant, dans le but de donner à cette population une configuration plus conforme à l'image habituelle du